



**DES CENTAINES DE MILLIERS DANS LA RUE LE 9 MARS,
DES MILLIONS LE 31 MARS !
RETRAIT DE LA REFORME EL KHOMRI !**

500 000 travailleurs, étudiants et lycéens avec leurs organisations ont manifesté dans toute la France le 9 mars contre la réforme du Code du Travail préparée par le gouvernement Gattaz-Hollande.

Cette réforme vise ni plus ni moins à dynamiser l'ensemble des conventions collectives régissant le droit du travail en France, qu'on en juge :

- les accords d'entreprise pourront déroger aux conventions collectives et au Code du Travail : temps de travail, rémunérations, congés etc... tous les acquis pourront être démembrés entreprise par entreprise, avec des négociations où les patrons pourront faire le chantage aux salaires et à l'emploi

- suite à ce type d'accords, sans qu'il soit besoin de démontrer de "graves difficultés conjoncturelles", il sera possible, moyennant la promesse de préserver ou de développer l'emploi, d'imposer au salarié une modification de son contrat de travail (par exemple, une augmentation du temps de travail sans contrepartie). En cas de refus de celui-ci, il sera licencié sans mise en œuvre d'un licenciement pour motif économique et sans aucune possibilité de contestation.

- les apprentis pourraient travailler jusqu'à 10 heures par jour et 40 heures par semaine

- la semaine de travail pourra atteindre 60 heures par simple accord d'entreprise !

Les fonctionnaires ne sont pas oubliés, avec l'article 23 du projet de loi autorisant la création du CPA, Compte Personnel d'Activité pour chaque agent du public, « un instrument pour favoriser la passerelle entre les métiers ». Il permettra de mesurer l'employabilité de chaque agent dans le cadre des restructurations qui s'accélèrent dans nos administrations.

On retrouve là encore les suites du protocole PPCR imposé par le gouvernement, visant à casser les statuts particuliers de la Fonction Publique (dont le statut DGFIP) par la création de corps inter-fonction publique et la remise en cause des régimes indemnitaires qui y sont rattachés (réforme RIFSEEP pour application en 2017 à la DGFIP).

Public comme privé, c'est une offensive sans précédent contre les conventions collectives et les statuts de la Fonction Publique que le gouvernement entend faire passer en force avec l'appui à peine déguisé des syndicats dits réformistes tels la CFTD, CFTC et UNSA entre autres.

Les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires et FSU, avec l'appui des syndicats étudiants et lycéens ont clairement pris position pour le retrait de l'ensemble du projet de loi, et appelé à une journée de grèves et de manifestations dans toute la France le 9 mars. Ce sont 500 000 travailleurs, étudiants, lycéens et retraités avec leurs organisations qui ont manifesté dans toute la France contre la réforme du Code du Travail préparée par le gouvernement Gattaz-Hollande.

Nous avons tous conscience que c'est maintenant qu'il faut agir et préparer ensemble une grève massive du public et du privé, tous ensemble pour obtenir le retrait du projet de loi El Khomri et l'arrêt de l'ensemble de la politique antisociale de ce gouvernement.

Y a-t-il une autre voie que la grève pour bloquer cette politique ?

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques 93 s'inscrit pleinement dans le processus de mobilisations en cours en appelant les agents des Finances Publiques à se mettre tous en grève avec le reste du pays ce 31 mars !

*** NI NEGOCIABLE, NI AMENDABLE - RETRAIT DE LA CONTRE-REFORME EL KHOMRI !**

*** ABANDON DU PROTOCOLE PPCR, DEFENSE DE NOS REGLES DE GESTION ET DE NOS STATUTS PARTICULIERS !**

*** A BAS LA REFORME RIFSEEP DE NOS REGIMES INDEMNITAIRES !**

*** POUR LE DEGEL DU POINT D'INDICE, ET LE RATTRAPAGE DE CELUI-CI**

TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE POUR EXIGER LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI-VALLS !

IMPORTANT : un préavis de grève couvrant la période du 17 au 31 mars a été déposé par les fédérations de fonctionnaires CGT afin que tous les fonctionnaires puissent s'inscrire dans les initiatives prévues :

DATES :

Le 17 mars jour de l'ouverture des négociations salariales dans la fonction publique, les organisations de jeunesse ont appelé à la manifestation République-Place d'Italie, accompagnées des organisations syndicales CGT, Solidaires, FO et FSU.

Le 24 mars nouvelle présentation du projet de loi El Khomri au conseil des ministres manifestation à 12H30 au départ de Montparnasse (place du 18 juin) en direction des Invalides

et

**LE 31 MARS APPEL A LA GREVE « PUBLIC-PRIVE »
CONTRE LA LOI EL KHOMRI**